

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.3/L.44
13 octobre 1960

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. J.N. RUTSINDINTWARANE, PRESIDENT, COMITE
NATIONAL INTERIMAIRE DE L'UNION NATIONALE RUANDAISE (UNAR)
CONCERNANT LE RUANDA-URUNDI

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de
tutelle)

UNION NATIONALE RUANDAISE
B.P. 94 KIGALI - RUANDA

Kigali, le 15 septembre 1960.

Objet : conseil spécial
provisoire "ELARGI"

Annexes : 4

Transmis copie pour information à :

- Monsieur le Secrétaire Général
de l'O.N.U. à NEW-YORK.-
- Monsieur le Président du Sénat
Belge à BRUXELLES.-
- Monsieur le Président de la
Chambre des Représentants de
Belgique à BRUXELLES.-
- Monsieur le Ministre des Affaires
Africaines à BRUXELLES.-
- Monsieur le Résident spécial du
Ruanda à KIGALI.-

en les priant d'agréer l'expression
de nos sentiments très respectueux.-

Pour le Comité national s.i.,
Le Président, RUTSINDINTWARANE JN.-

A Monsieur le Résident général du
Ruanda-Urundi
à
USUMBURA.-

Monsieur le Résident Général,

Nous avons l'honneur de vous accuser très bonne réception de votre lettre
No.6055/C.S.P. du 5 septembre 1960.

D'autre part, nous référant aux entretiens du 26 et 31 août 1960, nous avons
l'honneur de porter à votre connaissance que nous avons pris contact avec Monsieur

le Résident Spécial du Ruanda, qui nous a exposé le "plan d'avenir que la Belgique se propose de poursuivre au Ruanda.

Il ressort de notre entretien avec Monsieur le Résident Spécial que la composition du nouveau Conseil Spécial Provisoire "ELARGI" sera basée sur la proportion numérique des ethnies du Ruanda, laissant entendre explicitement qu'il n'accorde que 20% des sièges aux batutsi, dont les candidats seront présentés par les partis "RADER" et "UNAR". Ces partis n'auraient que ces sièges en tout et pour tout.

Il est impossible et inadmissible pour notre parti et, pour quiconque veut sauvegarder l'unité de la nation ruandaise, de souscrire à une pareille répartition basée sur les ethnies.

En effet, cette répartition constitue une grave atteinte au principe fondamental de notre parti, qui entend construire le Ruanda sur des bases saines et démocratiques et condamne formellement toutes discriminations basées sur les ethnies, races, castes et autres critères discriminatoires.

Nous référant à votre lettre No.6055/C.P.S. du 5 courant, tendant à répartir le nombre des Conseillers sur base des résultats des dernières élections communales, nous avons l'honneur de vous préciser, ci-dessous, la position de notre parti.

Dans de nombreux entretiens et lettres restés sans suite, dont notamment:

- notre entretien du 26 et 31 août 1960^{1/},
- notre lettre du 25 avril 1960 vous transmettant les résolutions de notre congrès du 17 et 18 avril 1960^{1/},
- notre lettre du 19 mai 1960 relative à notre entretien du 12 mai 1960^{1/},
- notre lettre du 31 mai 1960, adressée également aux membres du Conseil Général du R.U. au sujet de la préparation des élections et du climat politique que vivait le Ruanda^{1/},
- notre lettre du 13 juin 1960 relative aux raisons de notre abstention aux élections communales^{1/},
- notre lettre du 19 juillet 1960 relative au déroulement - scandaleux - des élections communales^{1/},

lettres et entretiens dans lesquels nous vous avons constamment démontré le caractère irrégulier et anti-démocratique de la campagne pré-électorale et électorale

^{1/} Ces documents ont été versés aux archives du Secrétariat et peuvent être consultés sur demande par les membres du Conseil de tutelle.

et la façon scandaleuse dont les élections furent faussées par l'Administration elle-même.

Dans les mêmes documents, dont nous vous faisons parvenir copies, nous vous avons affirmé notre ferme résolution de ne pas reconnaître les résultats des dernières élections communales et de ne pas souscrire à toute organisation basée sur ces élections.

Le 28 mars 1960^{1/}, quand nous avons posé le principe de notre retrait au Conseil Spécial Provisoire, nous n'entendions pas justifier notre retrait par l'importance numérique des conseillers, mais bien par la représentation égalitaire des tendances politiques (crf. points 1 et 4 de la lettre). Il est vraiment regrettable que l'Administration se soit refusée à donner suite à cette importante proposition.

L'"élargissement" proposé par le Colloque de Bruxelles - dont vous connaissez les circonstances d'organisation et l'esprit tendancieux des participants - n'est donc pas une solution à la question que nous avons posée, pas plus qu'une réponse à notre document du 23 mars 1960^{1/}.

D'autre part, nous ne pouvons raisonnablement parler d'élargissement quand la multiplication des membres du Conseil Spécial ne s'opère que dans les rangs d'un groupe au détriment des autres.

Il est hors de doute que l'Administration est décidée à imposer au peuple ruandais un régime de dictature par un parti raciste, en l'occurrence PARMEHUTU - M.D.R., et qu'elle n'entend pas autoriser une lutte idéologique dans des conditions démocratiques.

N'avez-vous pas déclaré vous-même, Monsieur le Résident général, que "seul une dictature par le peuple sauvera la Ruanda" et que vous entendiez "permettre au peuple de l'exercer"? Mais, ce peuple nous le connaissons, vous le voyez à travers les élections communales, dont votre Administration a sciemment faussé la préparation et travesti le déroulement.

Il est de notre devoir de dénoncer publiquement les principes et tendances dictatoriaux, racistes et monopolistes de l'Administration tutrice. Elle qui devait garder une neutralité absolue à l'égard de nos opinions politiques, elle a pris parti; elle qui devait conduire le Ruanda à une saine démocratie, elle va instaurer une dictature; elle qui se doit de combattre toute discrimination, elle prône et soutient des partis politiques racistes et xénophobes; elle qui devait instaurer et maintenir l'ordre, elle prêche pour des partis aux méthodes d'un fanatisme terroriste.

/...

Tenant compte de ce qui précède, il nous apparaît plus clairement que jamais, que l'Administration tutrice est décidée à fausser complètement tout le processus de l'avenir politique et social du Ruanda.

En conséquence, et tenant compte des procédés vexatoires de l'Administration à l'égard de notre parti, nous vous réaffirmons, Monsieur le Résident Général, que notre parti ne pourra participer à toutes réunions, commissions, colloques et institutions, dont la répartition de sièges sera basée sur les ethnies, races et les résultats des dernières élections communales.

Il est plus que temps que l'Administration révise sa politique.

Dans cet esprit, nous vous prions, Monsieur le Résident général, d'agréer l'assurance de notre haute considération.

Pour le Comité national a.i.,

Le Président, RUTSINDINTWARANE J.N.

(signé: illisible)

UMUTUE W'ABASHYIRAHAMWE B'URWANDA

UNION NATIONALE RUANDAISE

"U.Na.R."

B.P. 94

KIGALI

Ruanda

- C O P I E -

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

Kigali, le 5 septembre 1960.

No.6055/C.S.P.

Monsieur le Président de l'UNAR
à Kigali

Objet: Conseil Spécial
du Ruanda.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai l'intention, afin de permettre la mise en application de la troisième résolution du colloque de Bruxelles, d'élargir
/...

le conseil spécial du Ruanda. Celui-ci comprendrait quarante quatre membres et sa composition tiendrait compte des préférences des habitants exprimées notamment lors des dernières élections communales.

Je vous prie de bien vouloir me donner, dans l'ordre de vos préférences, les noms de 5 candidats aux fonctions de conseillers du pays. Parmi ces candidats, je désignerai les personnes qui seront appelées à représenter au conseil les tendances de votre parti.

Je vous serais obligé de remettre votre réponse pour le treize septembre au plus tard à Monsieur le Résident Spécial du Ruanda qui me la fera parvenir avec ses avis.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Résident général, J.P. Harroy
p.o. le Résident spécial du Ruanda,
Colonel B.E.M. Logiest.
sé/Logiest.

Copie certifiée conforme -
Rutsindintwarane J.

(signé: illisible)
